

Réseau Européen Eglises et Libertés

Appel au Parlement, à la Commission et au Conseil européens

POUR UN SYSTEME FINANCIER REGULE ET UNE EUROPE SOCIALE

Le Réseau européen Eglises et Libertés ne peut rester silencieux devant une crise mondiale installée pour longtemps, qui n'épargne aucun pays et frappe en premier lieu les pauvres et les pays paupérisés, ces derniers frappés par une aggravation de la crise alimentaire¹.

Le Réseau Européen ne peut que se demander si la concomitance d'une crise financière, économique et sociale, d'une crise climatique et écologique et d'une crise de l'Eglise catholique et de l'ordre patriarcal en cause dans ces crises n'est pas le signe que ces trois crises ne sont que trois aspects d'une même crise systémique globale.

Il salue le retour des Etats, garants du bien commun, et les engagements pris par les gouvernements réunis Londres le 2 avril 2009 en G20 en faveur d'une relance de l'économie et, sur l'insistance de l'UE, de la régulation et de la surveillance du système financier mondial. Toutefois le G20 est une instance informelle et non une institution internationale et ses membres —pays riches et grands pays émergents- totalisent 85% du produit mondial. Absents: 172 pays, soit 1/3 de la population, la plus frappée par la crise. Que devient l'ONU ? L'avenir dira si les vingt gouvernements ont donné naissance à un nouvel ordre financier ou restauré la mondialisation libérale. Présentement les acteurs financiers n'entendent renoncer ni à la spéculation ni au profit sans limites et ne devraient pas manquer de mettre à profit les failles de la régulation décidée.

Il regrette que la dimension sociale de la crise ne soit pas prise en compte dans les actions engagées.

Il soutient les appels des instances officielles de l'Eglise catholique - nombreux évêques, le Conseil pontifical Justice et Paix² - et des ONG à établir un nouveau pacte pour refonder le système financier mondial mais aussi l'ajuster aux besoins des pays paupérisés. Il fait sienne l'affirmation³: « *La crise est la preuve que la dimension éthique de l'économie et de la finance n'est pas quelque chose d'accessoire mais d'essentiel* », ainsi que celle du théologien Hans Küng⁴ sur la nécessité d'« *une éthique mondiale pour la société et l'économie mondiales, sur laquelle toutes les nations et tous les groupes d'intérêts économiques puissent s'engager* » Il n'en déplore pas moins que les instances catholiques officielles ne remettent pas vraiment en cause l'actuel modèle économique fondé non sur les besoins réels mais sur le seul appât du gain et s'abstiennent de le dénoncer.

L'effondrement d'un système financier sans éthique, au-dessus des lois, légitimé par l'idéologie néolibérale, devenu synonyme de spéculation génératrice de profit illimité et immédiat, a démontré la fausseté du dogme de l'autorégulation du marché, professé pendant plusieurs décennies par les économistes dominants et auquel avaient adhéré la plupart des gouvernements..

Les Forums sociaux, qui avaient depuis longtemps analysé les dérives et les dangers du système financier mondialisé et dérégulé sans réussir à retenir l'attention des Etats, ont un rôle-clé à

¹ . Selon la FAO, un milliard de personnes souffrent de la faim

² Note du 21 novembre 2008 approuvée par la Secrétairerie d'Etat

³ Conseil pontifical Justice et Paix

⁴ Publik-Forum, 24 octobre 2008

jouer dans la surveillance de la mise en place d'un nouvel ordre financier mondial et en particulier concernant le renforcement des pouvoirs et la démocratisation des institutions financières mondiales. Une vigilance continue et une intense mobilisation de la société civile et des forces sociales, au premier rang desquelles les réseaux altermondialistes, sont indispensables.

L'injection dans l'urgence par de nombreux gouvernements de milliers de milliards d'argent public dans les banques et établissements financiers est sans doute nécessaire pour éviter la faillite généralisée et remettre en marche le crédit, vital pour l'économie réelle atteinte par une récession devenue dépression qu'on prévoit de longue durée. Il conviendra d'empêcher que les puissances financières ne sortent indemnes voire enrichies d'une catastrophe humanitaire dont elles portent la principale responsabilité. Des plans nationaux même assez semblables peuvent-ils venir à bout d'une crise mondiale?

Une crise sociale majeure est maintenant installée et les populations ressentent de plus en plus comme révoltant le déluge d'argent public sur les secteurs financiers et industriels, alors que les mesures sociales se font encore attendre.

Le Réseau européen Eglises et Libertés appelle le Parlement, la Commission et le Conseil à donner l'impulsion démocratique nécessaire pour que l'Union européenne :

- se dote d'un plan de relance concerté entre les Etats membres et avec ses partenaires
- montre la voie d'une nouvelle économie au service des enfants, des femmes et des hommes:
 - * en érigeant la politique sociale en politique de l'Union assortie de moyens et garanties de mise en œuvre,
 - * en se dotant d'un pacte social qui rende effectifs les droits sociaux proclamés notamment dans la Charte sociale du Conseil de l'Europe, la Charte des Droits fondamentaux de l'UE, le Pacte des droits économiques et sociaux de l'ONU, les Conventions de l'Organisation internationale du travail,
- se dote d'un nouvel ordre financier transparent et contraignant, au service de l'économie et d'un développement durable;
- mette en cause le primat idéologique du principe de la concurrence, dont les règles d'application doivent cesser d'être constitutionnelles, de même que celles concernant le contenu des diverses politiques;

Les prochaines élections européennes offrent aux partis politiques une occasion qu'ils doivent saisir, de se mobiliser pour ces enjeux.